

## A L'ATTENTION DES ELUS DE LA METROPOLE VOUS QUI ETES SOUCIEUX DU SERVICE PUBLIC LISEZ CECI

Le gouvernement prévoit un plan sans précédent de liquidation de la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques) qui inclut :

- Fermeture des Trésoreries : dans le Rhône = fermeture de toutes les trésoreries (24 fermetures d'ici 2022)
- Fusions de services = disparition de services dans certains territoires (Plus de Service Impôts Entreprises à la Part Dieu et à Givors par exemple).
- Suppressions massives de postes : 4 900 d'ici 2022 à la DGFIP
- Privatisation de missions : recouvrement de la TVA aux banques ; paiement des impôts chez le buraliste ...
- Remise en cause des règles de gestion des agents

**La fermeture des trésoreries se traduira par un éloignement du contribuable**

**Le « tout internet » aggrave la fracture numérique au détriment des populations fragiles. De plus, tout ne peut être réglé par internet. Hors ville de Lyon pour le paiement des crèches, cantines (...) il faudra se déplacer sur Villefranche, Givors, Tassin ou St-Priest !**

**La fermeture des trésoreries aura des conséquences sur les collectivités territoriales**

C'est la fin de l'interlocuteur privilégié de la collectivité territoriale. La gestion des comptes des collectivités locales sera redistribuée dans 6 services de gestion comptable pas forcément les plus proches des mairies.

**Les MSAP sont un leurre : aucun fonctionnaire d'Etat n'y sera implanté !**

**Les Maisons France Services et MSAP ne sont en rien une densification du réseau. A part quelques permanences, aucun agent des Finances Publiques ou de l'Etat n'y sera implanté mais des contractuels ou agents territoriaux. A votre avis qui financera ?**

**Dans le Rhône, le projet prévoit également d'ici à 2022 la disparition de 4 services des impôts des entreprises situés sur la Part Dieu et Givors ; de 2 services des impôts des particuliers à Lyon Presqu'île.**

**AVEC LES AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES MOBILISES DITES NON :**

- AU PLAN DARMANIN DE LIQUIDATION DE la DGFIP
- A LA FERMETURE DES TRESORERIES
- AUX SUPPRESSIONS DE POSTES DE FONCTIONNAIRES